

## Résumé de l'Édition 2020 du Sommet sur l'Ambition en matière de Climat: 12 décembre 2020

À l'occasion du cinquième anniversaire de l'adoption de l'Accord de Paris, les Nations Unies, le Royaume-Uni et la France, en partenariat avec le Chili et l'Italie, ont co-organisé une manifestation de haut niveau pour mobiliser les dirigeants gouvernementaux et non gouvernementaux afin de démontrer leur engagement à l'Accord de Paris et le processus multilatéral. Le sommet était le troisième d'une série d'événements de haut niveau destinés à aider la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à atteindre une ambition plus élevée en fournissant une plateforme de haut niveau pour de nouveaux engagements.

À l'instar de l'édition 2019 du Sommet sur l'action climatique, du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, seuls les pays et les parties prenantes qui ont fait des annonces nouvelles et ambitieuses ont eu la parole. Contrairement aux précédents sommets sur le climat, la pandémie de la COVID-19 a forcé l'événement à se dérouler dans un format virtuel, en grande partie à travers des déclarations préenregistrées, entrecoupées de brèves vidéos thématiques portant, entre autres, sur l'ambition climatique, l'adaptation, l'énergie, la finance et l'agriculture.

Les 111 intervenants comprenaient des chefs d'État et de gouvernement ainsi que des acteurs non gouvernementaux représentant les Jeunes, les gouvernements infranationaux, les entreprises, les peuples autochtones et la société civile. Les déclarations se sont regroupées autour de quatre thèmes: les plans à moyen terme nouveaux et améliorés de l'Accord de Paris, connus sous le nom de Contributions déterminées au niveau national (CDN); les stratégies de développement à long terme à faibles émissions de gaz à effet de serre (GES), comme l'exige l'Accord de Paris, et les objectifs zéro émission de dioxyde de carbone et de GES au milieu du siècle; les plans et stratégies d'adaptation; et le financement de l'action climatique.

Au total, 75 dirigeants ont annoncé de nouveaux engagements, dont certains avaient déjà été communiqués ces derniers mois ou jours, ou ont parlé de travaux en cours. Ces derniers comprenaient 45 engagements liés aux CDN, 24 liés aux objectifs zéro émission et 20 liés aux plans d'adaptation et de résilience. Les principales annonces comprenaient:

- L'engagement de la Chine, lié aux CDN, de réduire ses émissions de dioxyde de carbone par unité de produit intérieur brut (PIB) de plus de 65% d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 2005;

- L'engagement de l'Union européenne, lié aux CDN, de réduire les émissions de GES d'au moins 55% par rapport aux niveaux de 1990, d'ici 2030;
- L'objectif du Royaume-Uni lié aux CDN, consistant à réduire les émissions de GES d'au moins 68% sous les niveaux de 1990 d'ici 2030;
- Diverses annonces d'objectifs de CDN plus élevés par les pays en développement;
- Les engagements liés aux objectifs zéro émission par des pays développés et en développement, et des acteurs infranationaux et non étatiques, notamment l'Argentine, la Barbade, le C40 Cities Climate Leadership Group, les Fidji, la Finlande, le Japon, le Malawi, les Maldives, Nauru, le Népal, la République de Corée et la Suède;
- Les annonces portant sur les plans d'adaptation du Bangladesh, de l'Éthiopie, des Îles Marshall, du Suriname, du Portugal, de l'Espagne, de l'Uruguay et du Vanuatu, entre autres;
- Les engagements de financement climatique, notamment du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, du Portugal, de la Finlande, du Luxembourg et de Monaco, et d'institutions financières internationales, notamment la Banque européenne d'investissement et la Banque mondiale.
- L'initiative Net Zero Assets Managers, qui s'est engagée à soutenir le zéro émission de GES d'ici 2050, en alignant des investissements en conséquence, qui couvre initialement 9 000 milliards de dollars d'actifs;
- Au total, 72 nouvelles villes et autorités locales du Royaume-Uni, du Danemark, de Chine et de Belgique se joignent à la 'Cities Race to Zero', qui fait partie de la campagne mondiale 'Race to Zero' visant à mobiliser les acteurs non étatiques et

### Dans ce numéro

Bref historique des sommets des Nations Unies sur le climat. ....	2
Compte Rendu du Sommet. ....	3
Brève analyse du Sommet. ....	8
Réunions à venir. ....	10
Glossaire. ....	10

infranationaux autour d'initiatives en faveur des objectifs zéro émission et des relances vertes et justes, avant la 26e session de la Conférence des Parties de la CCNUCC (COP 26); et

- les Engagements en matière d'atténuation de la part d'entreprises des secteurs de la manufacture, de l'industrie, de l'aviation, des transports, de la technologie et de la mode.

Les intervenants ont mis l'accent sur les solutions fondées sur la nature, la réduction progressive du charbon et le soutien aux combustibles fossiles, et le renforcement des énergies renouvelables. Les dirigeants ont également souligné les plans de relance verte, à savoir, combiner l'action climatique avec la création d'emplois pour se remettre de la pandémie, et la nécessité d'un soutien supplémentaire aux pays en développement pour l'action climatique. Les jeunes, les peuples autochtones et d'autres intervenants de la société civile ont appelé à une action, y compris une ambition plus élevée en matière d'atténuation, d'adaptation et de financement, et à leur inclusion dans la prise de décision et la mise en œuvre de l'action climatique.

Clôture de l'événement, le Président désigné de la COP 26, Alok Sharma, Secrétaire d'État aux entreprises, à l'énergie et à la stratégie industrielle du Royaume-Uni, a salué les annonces et les avancées réalisées en matière d'ambition à cet égard. Il a toutefois fait observer que ce qui compte en fin de compte, c'est l'écart qui subsiste entre les promesses actuelles et ce qui est nécessaire pour mettre le monde sur la bonne voie pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C en dessous des niveaux préindustriels. Sharma a affirmé que l'ambition à cet égard reste insuffisante et a souligné que si l'Accord de Paris représentait «l'aube d'une ère d'espoir pour notre planète», il était maintenant «temps pour plus d'ambition et d'action».

L'édition 2020 du Sommet de l'ambition climatique s'est tenue le samedi 12 décembre 2020 de 9h00 à 15h00 HNE (GMT-5).

### **Bref historique des sommets des Nations Unies sur le climat**

**Sommet sur le climat 2014:** En septembre 2013, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a invité les dirigeants mondiaux et les participants du monde des affaires, de la finance, de la société civile et des communautés locales à se réunir un an plus tard pour le sommet des Nations Unies sur le climat. Le Sommet, bien que ne faisant pas partie du processus de négociation officiel dans le cadre de la CCNUCC, visait à mobiliser la volonté politique pour parvenir à un accord mondial sur le climat lors de la Conférence de Paris sur le changement climatique (COP 21) en décembre 2015 et à galvaniser l'action sur le terrain dans tous les secteurs.

Le Sommet, qui s'est tenu le 23 septembre 2014, a réuni 100 chefs d'État et de gouvernement, ainsi que des ministres et des dirigeants d'organisations internationales, du monde des affaires, des finances, de la société civile et des communautés locales. L'événement a vu diverses annonces d'actions et d'ambitions nationales, ainsi que des annonces d'actions multilatérales et multipartites dans huit domaines thématiques, dont la finance, l'énergie, la résilience et les villes. Les principales initiatives, coalitions et engagements lancés comprenaient: la Déclaration de New York sur les forêts, contenant les engagements de réduire de moitié la perte de forêts naturelles d'ici 2020 et de s'efforcer d'y mettre fin d'ici 2030; des engagements totalisant 2,3 milliards de dollars au Fonds Vert pour le Climat (FVC); l'Alliance mondiale pour une agriculture climato-intelligente; un

cadre d'investissement axé sur les risques climatiques dirigé par l'industrie de l'assurance; et la Conventions des Maires.

**Conférence de Paris sur le changement climatique:** En décembre 2015, les Parties à la CCNUCC ont adopté l'Accord de Paris, qui inclut l'objectif de limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2°C au-dessus des niveaux préindustriels, et de poursuivre les efforts pour la limiter à 1,5°C. Il vise également à accroître la capacité des Parties à s'adapter aux effets néfastes du changement climatique et à rendre les flux financiers cohérents avec une voie vers de faibles émissions de GES et un développement résilient au changement climatique. L'Accord, qui est entré en vigueur en 2016, est mis en œuvre de manière à tenir compte des principes d'équité et de responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, en fonction des différentes circonstances nationales.

Selon les termes de l'Accord de Paris, chaque Partie communiquera, tous les cinq ans, des CDN successivement plus ambitieuses. Le Document final de Paris (Décision 1/CP.21) demandait aux Parties dont les CDN comportent un calendrier allant jusqu'en 2025, de communiquer une nouvelle CDN d'ici 2020 et, aux Parties ayant un calendrier des CDN allant jusqu'en 2030, de communiquer ou de mettre à jour leurs contributions. Les mises à jour des CDN des pays sont éclairées par le Bilan Mondial, qui dressera le bilan de l'ambition collective tous les cinq ans à partir de 2023. Chaque Partie est également tenue d'adopter et de mettre en œuvre des plans d'adaptation, et les pays en développement ont droit à des financements et autres formes de soutien mobilisés par les pays développés, pour mettre en œuvre leurs CDN.

À Paris, les Parties ont également convenu de la nécessité de mobiliser une action climatique plus forte et plus ambitieuse de la part de toutes les Parties et acteurs non Parties, y compris les entreprises, les investisseurs, la société civile et les autorités infranationales et régionales, pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

**Édition 2019 du Sommet sur l'Action Climatique:** En 2018, avec le rapport sur les écarts en matière d'émissions présenté par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), indiquant que les CDN des pays appliquant la mise en œuvre entraîneraient toujours une augmentation de la température mondiale de plus de 3°C, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a annoncé son intention de tenir le Sommet sur l'action pour le climat de 2019 pour stimuler l'ambition et accélérer rapidement l'action de mise en œuvre de l'Accord de Paris et éclairer la Conférence Chili-Madrid sur les changements climatiques (COP 25), en décembre 2019. Les gouvernements et autres concernés ont mené des préparatifs dans le cadre de neuf coalitions thématiques établies par le Secrétaire général, qui ont tenu une réunion préparatoire à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis, les 30 juin et 1er juillet 2019.

Soixante-cinq chefs d'État et de gouvernement, outre des dirigeants des gouvernements infranationaux et du secteur privé, ont pris part au Sommet tenu le 23 septembre 2019. Les participants ont pris des engagements et fait des annonces dans des domaines tels que: le financement climatique; les plans nationaux de réduction des émissions, y compris la neutralité climatique; les objectifs en matière d'énergie renouvelable; les efforts d'adaptation renforcés; et l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles.

### Compte Rendu du Sommet

Zeinab Badawi, journaliste à la télévision et à la radio, a présenté le sommet virtuel depuis Londres, Royaume-Uni. Elle a souligné que 2020 a donné une leçon importante sur la nécessité de répondre conjointement pour relever les défis mondiaux communs, et a déclaré que le sommet a été convoqué dans l'esprit de conférer un poids collectif aux objectifs de l'Accord de Paris.

Déplorent que la communauté mondiale ne soit toujours pas sur la bonne voie pour limiter le réchauffement climatique en dessous de 1,5°C, le Secrétaire général de l'ONU António Guterres a appelé au fait qu'une coalition mondiale pour la neutralité climatique d'ici le milieu du siècle se matérialise en 2021 et a exhorté les dirigeants à déclarer l'état d'urgence climatique jusqu'à ce que cela soit réalisé. Il a également souligné la nécessité de réduire de 45% les émissions mondiales par rapport aux niveaux de 2010, d'ici 2030, et d'aligner le financement mondial sur les objectifs de l'Accord de Paris.

Boris Johnson, Premier ministre du Royaume-Uni, a souligné l'objectif de son pays de réduire les émissions de GES d'au moins 68% en dessous des niveaux de 1990, d'ici 2030, et de porter son financement climatique à 11,6 milliards de livres sterling (15,5 milliards de dollars) pour la période 2021-2026, et de soutenir les technologies vertes et la dé-carbonisation. Il a en outre souligné le plan en dix points du Royaume-Uni pour une révolution industrielle verte, qui, selon lui, vise à «faire du Royaume-Uni l'Arabie saoudite de l'énergie éolienne».

Archana Soreng, représentante des jeunes autochtones, a souligné que les pays doivent s'engager dans une action climatique participative sans porter atteinte aux droits des groupes autochtones, donner la priorité à la santé de la nature et faire des jeunes une partie intégrante de la prise de décision et de la mise en œuvre de l'action climatique.

Mettant en exergue l'objectif de l'Union européenne (UE) de réduire les émissions de GES d'au moins 55% par rapport aux niveaux de 1990, d'ici 2030, le Président français Emmanuel Macron a souligné la nécessité d'une mobilisation «cohérente et responsable» pour l'action climatique. Il a souligné, entre autres: l'engagement de la France à mettre fin aux subventions à l'exploration de nouvelles énergies fossiles dans les cinq prochaines années; la législation climatique à venir, basée sur une convention citoyenne pour le climat; et le maintien de l'engagement de la France de 1,5 milliard de dollars en faveur du FVC, tout en portant la part du financement de l'adaptation à un tiers de son engagement total.

Mary Kinyua, de Fairtrade International, a souligné la nécessité d'aider les agriculteurs à absorber le coût du passage à des méthodes d'agriculture plus durables et a exhorté les Parties à prendre des mesures pour aider les entreprises à décarboner leurs chaînes d'approvisionnement.

Le Président du Chili, Sebastián Piñera, a parlé des engagements pris dans la nouvelle CDN de son pays, soumise plus tôt en 2020, dont notamment la protection des forêts, l'électrification des transports publics et l'atteinte de zéro émission de GES d'ici 2050.

Le Premier ministre italien, Giuseppe Conte, a souligné le rôle du financement climatique international dans le renforcement de la résilience des plus vulnérables. Il s'est engagé à verser une contribution de 30 millions d'euros au Fonds d'adaptation.

Soulignant que «c'est la décennie de l'action», Selina Neirok Leem, militante climatique des Îles Marshall, a appelé à la suppression des «barrières artificielles» à l'allocation équitable des fonds aux communautés vulnérables.

Le Président chinois Xi Jinping a annoncé que la Chine a l'intention de réduire ses émissions de dioxyde de carbone par unité de PIB de plus de 65% par rapport aux niveaux de 2005, d'ici 2030. Il a annoncé en outre, que, d'ici 2030, la Chine a l'intention d'augmenter: la part des énergies non fossiles dans la consommation d'énergie primaire à environ 25%; les volumes du stock forestier de six milliards de mètres cubes par rapport aux niveaux de 2005; et la capacité totale de production éolienne et solaire à plus de 1,2 milliard de kilowatts.

Charles Michel, Président du Conseil européen, a annoncé que l'UE a l'intention de réduire ses émissions de GES d'au moins 55% par rapport aux niveaux de 1990, d'ici 2030. Il a indiqué que, dans le cadre d'un «changement de paradigme complet», l'UE mobilisera 108 milliards d'euros au cours des prochaines années, dans le cadre d'un Green Deal européen.

Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne, a décrit l'objectif de 55% de réduction des émissions de GES de l'UE comme étant la «carte de visite» de l'Europe. Elle a déclaré que l'UE souhaitait travailler avec tous ceux qui sont d'accord sur la nécessité de fixer le prix du carbone, précisant que l'UE est prête à des engagements plus ambitieux avec des pays partageant les mêmes idées et qu'elle aide les pays en développement à découpler leurs émissions et leur croissance économique.

Mia Mottley, Premier ministre de la Barbade, a fait état des effets dévastateurs d'une saison record d'ouragans et de la COVID-19 sur le financement réservé auparavant à l'atténuation du changement climatique. Elle a annoncé la nouvelle CDN de la Barbade et son objectif de devenir un pays «au mieux, sans combustibles fossiles, d'ici 2030, et au pire, neutre en carbone».

Le Président kényan, Uhuru Kenyatta, a déclaré que son pays mettrait à jour sa CDN d'ici la fin de 2020, dans le but de réduire les émissions de 32% d'ici 2030, ce qui entraîne un coût de mise en œuvre de 18 millions de dollars pour l'atténuation et de 44 millions de dollars pour l'adaptation. Il a souligné que le Kenya est le premier pays africain à travailler pour élaborer une stratégie à long terme sur le changement climatique.

Narendra Modi, Premier Ministre de l'Inde, a décrit la croissance de la capacité solaire de l'Inde, soulignant que sa capacité d'énergie renouvelable est la quatrième en importance au monde. Il a déclaré que l'Inde s'est fixé un objectif plus ambitieux que le précédent, tentant d'atteindre 450 gigawatts de capacité d'énergie renouvelable d'ici 2030.

Le Président colombien, Iván Duque Márquez, a annoncé un nouvel engagement de la CDN visant à réduire les émissions de GES de 51% par rapport au scénario du statu quo de 2010, d'ici 2030. Pour y parvenir, M. Márquez a déclaré que la Colombie travaillera dans tous les secteurs et encouragera les citoyens à réduire leurs propres empreintes d'émissions.

Imran Khan, Premier Ministre du Pakistan, a présenté les engagements de son pays, notamment: la plantation de 10 milliards d'arbres au cours des trois prochaines années; l'augmentation du nombre de parcs nationaux protégés de 30 à 45; l'augmentation de la part des énergies renouvelables à 60% d'ici



2030; et la transition de 30% du parc automobile pakistanais vers des véhicules électriques.

Sa Sainteté le Pape François a souligné l'engagement du Vatican en faveur de zéro émission avant 2050. Il a également souligné le Pacte mondial sur l'éducation, qui cherche à promouvoir «une éducation holistique sur l'environnement» dans les écoles et universités catholiques.

Hoesung Lee, Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), a souligné qu'il est urgent de limiter le réchauffement climatique et que les engagements actuels ne suffiront pas à limiter l'élévation de la température à 1,5°C. Il a précisé qu'une action climatique immédiate est compatible avec le développement social et économique.

Justin Trudeau, Premier ministre du Canada, a annoncé un nouveau plan d'action climatique qui s'efforcera de réduire les émissions de 32 à 40% d'ici 2030 au-dessous des niveaux de 2005 et un prix national du carbone de 170 dollars canadiens (110 dollars américains) par tonne, d'ici 2030.

Ibrahim Mohamed Solih, Président des Maldives, a rappelé aux participants que les petits États insulaires en développement (PEID) ont besoin d'une assistance financière et technique pour atteindre leurs objectifs, annonçant que son pays pourrait atteindre zéro émission d'ici 2030 avec le soutien international.

Sheikh Hasina, Premier Ministre du Bangladesh, a mis en exergue l'initiative de Midnight Survival Deadline du Climate Vulnerable Forum, qui exhorte tous les pays à présenter de nouvelles CDN d'ici la fin de 2020. Elle a indiqué que le Bangladesh est en train de finaliser son plan national d'adaptation et qu'il dépensera 3 milliards de dollars par an pour les mesures d'adaptation.

Yoshihide Suga, Premier ministre du Japon, a déclaré que son pays a adopté un objectif d'émissions de GES nulles, d'ici 2050, et aurait pour objectif de soumettre une CDN avec un objectif 2030 actualisé, d'ici la COP 26, et a mis en exergue la contribution de son pays de 3 milliards de dollars au FVC.

Alberto Fernández, Président de l'Argentine, a annoncé que la nouvelle CDN de son pays présentera «une réduction supplémentaire des émissions de 25,7%» par rapport à sa CDN de 2016. Il s'est engagé à élaborer une stratégie d'émissions à long terme pour atteindre zéro émission d'ici 2050.

Lotay Tshering, Premier ministre du Bhoutan, a souligné que bien que le Bhoutan soit déjà négatif en carbone, «il ne deviendra pas complaisant dans la lutte contre le changement climatique». Il a parlé du récent Sommet de Thimphu sur l'Ambition, qui a eu lieu au Bhoutan au début de décembre 2020, et a indiqué que 19 pays des moins avancés (PMA) se préparaient à soumettre de nouvelles CDN mises à jour, d'ici fin 2020.

Soulignant que «lorsque le gouvernement fédéral des États-Unis a reculé, nous avons intensifié notre action», Gretchen Whitmer, gouverneur du Michigan, a déclaré que l'État du Michigan s'était fixé un objectif de neutralité carbone d'ici 2050. Elle a souligné que la transformation et l'électrification de l'industrie automobile américaine sera vitale pour atteindre cet objectif.

Charlie Baker, gouverneur du Massachusetts, a annoncé que son état publierait bientôt une feuille de route pour atteindre zéro émission de GES d'ici 2050. Il a parlé de deux projets éoliens offshore récents qui ont établi des prix record aux États-Unis.

Sanna Marin, Premier Ministre de la Finlande, a souligné l'engagement de la Finlande à devenir la «première société de bien-être climatiquement neutre» d'ici 2035. Faisant état de la contribution record de la Finlande au financement climatique de l'année dernière, elle s'est engagée à continuer d'augmenter ses engagements financiers.

Soulignant l'engagement de l'Éthiopie en faveur de la neutralité carbone d'ici à 2030, Abiy Ahmed, Premier ministre éthiopien, a déclaré que les considérations climatiques ont été pleinement intégrées dans le plan de développement national décennal. Il a également souligné l'initiative Green Legacy, dans le cadre de laquelle l'Éthiopie vise à planter 20 milliards de plants en quatre ans et en a déjà planté neuf milliards.

Le Président de la République de Corée, Moon Jae-in, a souligné l'engagement de son pays en faveur de la neutralité carbone d'ici 2050. Il a appelé les dirigeants mondiaux à participer au deuxième Partenariat pour la croissance verte et au Sommet mondial sur les objectifs 2030, en 2021, pour mettre en place des partenariats public-privé concrets.

Ali Bongo Ondimba, Président du Gabon, a annoncé que le FVC a approuvé son plus grand programme de préparation à ce jour, qui réunira 25 pays africains. Mettant en relief la gestion durable des forêts du Gabon, il a déclaré que leur absorption de dioxyde de carbone a augmenté de 20%.

John Briceño, Premier ministre du Belize, a déclaré que son pays est en train de finaliser sa stratégie de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+), qui visera à faciliter l'absorption de 16 millions de tonnes supplémentaires de dioxyde de carbone. Il a déclaré que le Belize augmentera l'utilisation des énergies renouvelables de 85% d'ici 2030 et qu'il doublera quasiment ses zones protégées.

Soulignant que «des objectifs ambitieux nécessitent des contributions ambitieuses», la Chancelière allemande Angela Merkel a déclaré que l'Allemagne chercherait à éliminer progressivement la production d'énergie nucléaire et charbonneuse. Elle a annoncé que l'Allemagne engagera 500 millions d'euros supplémentaires pour le financement climatique et a l'intention de lancer un «programme international de financement climatique pour l'après-2020» avant la COP 26. Elle a également annoncé que l'Allemagne, la Banque mondiale et d'autres partenaires lanceraient l'Initiative Relance verte, visant à affecter 160 milliards de dollars d'aide économique pour l'atténuation du changement climatique.

Divers membres de la Course vers la Résilience, une nouvelle coalition d'acteurs extérieurs aux gouvernements nationaux, ont parlé de l'initiative. Zakiatu Sesay, Président du Comité communautaire de gestion des catastrophes, a annoncé le lancement de la 'Race to Resilience' grâce à laquelle les champions de haut niveau de la lutte contre le dérèglement climatique de la CCNUCC visent à catalyser l'action des acteurs non étatiques pour aider à rendre quatre milliards de personnes issues de groupes et de communautés vulnérables plus résilients au climat, en 2030. Yvonne Aki-Sawyer, Maire de Freetown, Sierra Leone, a souligné à quel point sa ville est particulièrement vulnérable aux impacts du changement climatique, soulignant la nécessité d'une reprise post-COVID axée sur la résilience des villes. Elle a annoncé une campagne pour la plantation d'un million d'arbres d'ici 2021. Alison Martin, PDG de la Zurich Insurance, a expliqué comment la Zurich Flood Alliance soutient

une résilience climatique accrue dans les communautés, et s'est engagée à tripler son financement d'ici 2025, en étendant son aide à 200 autres communautés.

Josaia Voreqe Bainimarama, Premier ministre des Fidji, a affirmé l'engagement continu de son pays à réduire les émissions de 30% d'ici 2030 par rapport au statu quo, et à atteindre zéro émission de carbone d'ici 2050, en se concentrant sur le secteur des déchets, en construisant une économie circulaire et en promouvant les énergies renouvelables et les véhicules électriques. Il a également déclaré que les Fidji prévoyaient de planter 30 millions d'arbres d'ici 2025 et ont adopté un projet de loi «révolutionnaire» sur le changement climatique.

Andrew Holness, Premier Ministre de la Jamaïque, a attiré l'attention sur la CDN améliorée de la Jamaïque, qui contient des objectifs sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la protection des forêts et autres biens naturels. Il a déclaré que la Jamaïque a l'intention de mettre à jour son cadre politique sur le changement climatique et de terminer un plan d'adaptation à long terme.

Le Président du Pérou, Francisco Sagasti Hochhausler, a réaffirmé l'attachement du Pérou à l'action climatique, soulignant le rôle crucial de la science et de la technologie. Il a déclaré que le Pérou augmenterait son ambition de réduire les émissions de 30% à 40% d'ici 2030, par rapport au statu quo, qui sera reflétée dans une CDN mise à jour.

Mette Frederiksen, Premier Ministre du Danemark, a souligné l'objectif juridiquement contraignant adopté récemment par son pays et consistant à réduire les émissions de 70% par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2030. Elle a fait état des projets du pays visant à tripler sa capacité d'énergie éolienne en mer et à accroître l'aide au développement vert.

K. P. Sharma Oli, Premier ministre du Népal, a déclaré que son pays soumettra une CDN améliorée d'ici fin 2020 et qu'il élaborera à la fois un plan national d'adaptation et une feuille de route pour le financement climatique d'ici 2021. Il a souligné les priorités de son pays, y compris les énergies renouvelables et les infrastructures de carbone, et un objectif d'étendre les zones naturelles protégées du Népal de 23% à 30% d'ici 2030.

Benjamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël, a annoncé qu'Israël ne brûlera plus de charbon d'ici 2025 et qu'il produira un tiers de son électricité grâce à l'énergie solaire, d'ici 2030.

Tim Cook, PDG d'Apple, a parlé de l'annonce récente d'Apple selon laquelle ses émissions d'entreprise étaient désormais neutres en carbone, ainsi que ses plans pour atteindre la neutralité carbone pour l'ensemble de sa chaîne d'approvisionnement d'ici 2030.

Appelant les pays à simplifier l'accès au financement climatique, Bob Loughman Weiber, Premier ministre de Vanuatu, a fait état de l'objectif actuel de son pays de passer à une utilisation d'électricité 100% renouvelable d'ici 2030. Il a précisé que la CDN révisée de Vanuatu, qui sera soumise en décembre 2020, inclura des objectifs quantifiés sur l'adaptation.

Lee Hsien Loong, Premier ministre de Singapour, a attiré l'attention sur les éléments de la stratégie de réduction des émissions à long terme de Singapour, notamment les objectifs de quadrupler la production solaire d'ici 2025 et d'éliminer progressivement les véhicules à combustion interne d'ici 2040, ainsi qu'un programme d'investissement vert de 2 milliards de dollars.

Évoquant l'objectif de son pays d'atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2045 et des émissions négatives par la suite, Stefan Löfven, Premier ministre suédois, a déclaré que la Suède cesserait les garanties de crédit à l'exportation pour la production de charbon et mettrait fin aux crédits à l'exportation pour la prospection et l'extraction de combustibles fossiles d'ici 2022. Il a fait état de promesses de 30 millions d'euros aux Fonds d'investissement pour le climat et de 100 millions d'euros au Fonds pour les PMA et au Fonds d'adaptation sur la période 2019-2022.

Paul Kagame, Président du Rwanda, a parlé de la CDN révisée de son pays, qui comprend un objectif de réduction des émissions de GES de 38% d'ici 2030 par rapport à un seuil de référence. Il a souligné la nécessité d'augmenter l'efficacité énergétique et d'utiliser des solutions fondées sur la nature, entre autres, pour construire des économies zéro émissions.

Lionel Aingimea, Président de Nauru, a annoncé que la CDN révisée de Nauru trace la voie vers l'objectif zéro émission de GES d'ici 2050 et a déclaré que Nauru a l'intention d'atteindre «50% d'énergie renouvelable d'ici 2030».

S'exprimant au nom de 'C40 Cities', Eric Garcetti, Maire de Los Angeles, a annoncé que 70 villes avaient rejoint la campagne 'Course vers Zéro émission' menée par les champions de haut niveau pour l'action climatique de la CCNUCC. Joy Belmonte, Maire de Quezon City, a souligné un programme d'installation de panneaux solaires dans diverses écoles et établissements de santé de la ville.

Lazarus McCarthy Chakwera, Président du Malawi, a annoncé que le Malawi a l'intention de progresser vers la neutralité carbone d'ici 2050. Il a déclaré que le pays restaurera encore 4,5 millions d'hectares de forêts dégradées d'ici 2030, introduira une taxe sur le carbone sur le carburant et supprimera progressivement les générateurs diesel sur le réseau national d'ici un an.

Annonçant que l'Espagne a approuvé une stratégie de décarbonisation à long terme pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, Pedro Sánchez, Premier ministre espagnol, a parlé des principaux piliers de la stratégie: atteindre 97% de production d'énergie renouvelable et consommer 50% d'énergie en moins grâce à l'efficacité énergétique et aux mesures de conservation.

Taneti Maamau, Président de Kiribati, a souligné que la NDC révisée de Kiribati intégrera de nouvelles actions sectorielles et de nouveaux GES. Il a souligné que la récente loi sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe du pays est fondamentale pour une action intersectorielle.

Le Président du Niger, Mahamadou Issoufou, a annoncé que le Niger a l'intention d'augmenter les réductions d'émissions de 3,5% à 5% d'ici 2030 par rapport au statu quo, en se concentrant sur l'agriculture intelligente face au climat, les énergies renouvelables et le reboisement.

Keith Mitchell, Premier Ministre de la Grenade, a expliqué que la CDN révisée de son pays soutenait une stratégie de développement à long terme à faible émission de carbone. Il a annoncé que la Grenade édifiera la première ville intelligente face au climat de la région.

Thongloun Sisoulith, Premier ministre de la République démocratique populaire du Laos, a annoncé que son pays réduirait ses émissions de GES de 34% par rapport à un scénario de référence 2020 d'ici 2030 et qu'il viserait à atteindre zéro émission d'ici 2050.

Jamshyd N. Godrej, Président de Godrej and Boyce Mfg. Co. Ltd., a souligné l'engagement de la société de fabrication à accroître la demande d'énergie renouvelable; les bâtiments zéro émissions; l'Alliance mondiale pour la productivité énergétique; et des cibles fondées sur la science. Il a également fait état d'un engagement en faveur d'une utilisation «intelligente» de l'énergie en s'associant à des initiatives telles que l'EP100 du Climate Group et l'Ambition commerciale pour 1,5°C.

Mahendra Singhi, PDG de Dalmia Cement, a souligné à quel point son entreprise s'est engagée à rendre l'industrie du ciment propre, rentable et durable.

Erna Solberg, Premier ministre norvégien, a souligné que, même si la COVID-19 a accaparé l'attention mondiale cette année, les promesses faites à Paris il y a cinq ans n'ont pas changé. Elle a annoncé que la Norvège viserait à réduire ses émissions de GES d'au moins 50% par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2030 en renforçant les politiques nationales visant à y parvenir.

Le Président du Suriname, Chandrikapersad Santokhi, a parlé de la vulnérabilité de son pays face à l'élévation du niveau de la mer tout en rappelant au public que le Suriname a été le deuxième pays à soumettre une CDN mise à jour en 2019. Il a souligné la nécessité d'un financement supplémentaire pour les pays vulnérables, soulignant que «Ne laisser personne de côté» est maintenant plus cruciale que jamais.

Alfonso Browne, Premier Ministre d'Antigua-et-Barbuda, a attiré l'attention sur les défis particuliers posés aux PEID en relation avec le changement climatique et les pandémies mondiales. Il a appelé les États-Unis et la Chine à diriger les efforts mondiaux pour atténuer ces crises, déclarant que «la survie des PEID en dépend».

Le Président du Costa Rica, Carlos Alvarado Quesada, a parlé des objectifs du pays d'être «un laboratoire mondial de bonnes pratiques environnementales» et de montrer au monde qu'il est possible de mettre fin à la dépendance aux combustibles fossiles. Il a indiqué que la CDN mise à jour du Costa Rica se concentre sur la capacité d'adaptation et la résilience et qu'elle contient un objectif amélioré d'émissions nulles d'ici 2050.

Sebastian Kurz, Chancelier autrichien, a déclaré que la croissance économique et la transition verte doivent aller de pair et que l'Autriche y contribuera en se concentrant sur l'innovation et la numérisation. Kurz a annoncé une augmentation de la contribution de l'Autriche au FVC de 30 millions d'euros à 130 millions d'euros.

S'exprimant au nom de l'Initiative des gestionnaires d'actifs net zéro (Net Zero Assets Managers), récemment lancée, Stephanie Pfeifer, PDG du Groupe d'investisseurs institutionnels sur le changement climatique, a déclaré que l'initiative a mobilisé des milliards de dollars de financement de la gestion d'actifs et a parlé de la manière dont chaque membre fondateur s'est engagé pour l'objectif zéro émission pour 2050, conformément aux conclusions et aux données scientifiques présentées dans les rapports du GIEC. David Blood, Generation Investment Management, a exhorté tous les gestionnaires d'actifs à jouer leur rôle en œuvrant à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris. Jean Hynes, Wellington Management, a expliqué comment les membres de l'initiative étudient les impacts du changement climatique sur les entreprises, les économies et la société, et se concentrent sur la réduction du fossé entre la science climatique et la finance. Michelle Scrimgeour, Legal & General Investment Management, a noté que les membres de l'initiative canalisent déjà les capitaux

vers des solutions à faible émission de carbone et travaillent avec les clients pour analyser les risques et les solutions climatiques.

Katrín Jakobsdóttir, Premier ministre islandais, a parlé de l'intention de l'Islande d'augmenter son engagement initial à réduire les émissions de 40% à 55% par rapport aux niveaux de 1990, d'ici 2030. Elle a en outre déclaré que l'Islande s'efforcera d'éliminer le carbone de l'atmosphère dans le cadre de ses efforts pour atteindre la neutralité carbone avant 2040.

Barham Salih, Président de l'Irak, a annoncé que le parlement de son pays a voté en faveur de l'adhésion à l'Accord de Paris en septembre 2020, et commencerait à élaborer sa CDN. Il a déclaré que l'Irak soutiendrait les énergies renouvelables, les technologies respectueuses de l'environnement et celles qui sont vulnérables aux changements climatique et économique.

Le Président de la République démocratique du Congo, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a indiqué que la CDN révisée de son pays comprendra de nouveaux secteurs, tels que les transports, les déchets et les polluants atmosphériques. Il a cité des politiques de gestion forestière améliorées, notamment la stabilisation du couvert forestier à 63,5% par rapport à l'objectif précédent de 50%.

La Présidente de la Slovaquie, Zuzana Čaputová, a annoncé que son pays: réduirait ses émissions de GES de 55% par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2030; décarboniserait son approvisionnement en électricité d'ici 2030; et cesserait de produire du charbon d'ici 2030. Elle a évoqué une contribution supplémentaire de 2 millions de dollars au Fonds vert pour le climat.

Allen Chastanet, Premier Ministre de Sainte-Lucie, a appelé au financement climatique pour aider les PEID à «concrétiser de manière réaliste» leurs CDN. Il a indiqué que Sainte-Lucie a aligné sa mise en œuvre de la CDN sur les procédures d'adaptation nationales et sectorielles, et a exprimé l'espoir d'une résolution sur les questions relatives à la transparence et à l'article 6 (approches coopératives) dans le cadre de l'Accord de Paris.

Hun Sen, Premier ministre du Cambodge, a annoncé une CDN mise à jour, à soumettre d'ici fin 2020, qui comprendra un objectif de réduction des GES de 18% d'ici 2030 par rapport à un scénario de référence.

Werner Hoyer, Président de la Banque européenne d'investissement, a annoncé l'objectif d'orienter 50% des investissements de la banque vers le secteur du climat et de l'environnement d'ici 2025 et de mobiliser 1 200 milliards de dollars de financement dans ce domaine d'ici à 2030.

David Malpass, Président du Groupe de la Banque mondiale, a souligné la mobilisation de 160 milliards de dollars de la Banque mondiale pour une relance post-COVID-19 «verte, inclusive et résiliente». Il a annoncé un objectif de 35% du financement de la banque pour avoir des co-bénéfices climatiques, en moyenne, au cours des cinq prochaines années.

Kristalina Georgieva, Directrice générale du Fonds monétaire international, a souligné que la lutte contre le changement climatique peut avoir des effets positifs sur la croissance économique et a souligné la nécessité de divulguer les risques financiers liés au climat.

Mark Rutte, Premier ministre des Pays-Bas, a annoncé le lancement d'un programme d'action pour l'adaptation lors du prochain Sommet sur l'adaptation au climat, que les Pays-Bas accueilleront en janvier 2021. Il a souligné que le secteur financier néerlandais a l'intention de mettre l'ensemble de son portefeuille, totalisant des actifs valant environ 3 billions USD, en conformité avec les objectifs de l'Accord de Paris.



Le qualifiant de «plan de survie collective», David Kabua, Président des îles Marshall, a annoncé que son pays présenterait un nouveau plan national d'adaptation en 2021. Il a encouragé les pays, en particulier les grands émetteurs de GES, à signer la déclaration de la Coalition High Ambition sur une relance résiliente.

Soulignant que le Honduras continue de souffrir des effets des récents ouragans, le Président du Honduras Juan Orlando Hernández a parlé d'un plan de reconstruction national élaboré en collaboration avec différents secteurs de la société et des partenaires internationaux. Il a appelé à une «action rapide sans paperasserie» de la part du FVC.

Aung San Suu Kyi, Conseillère d'État du Myanmar, a annoncé que le Myanmar a l'intention de réduire ses émissions de dioxyde de carbone en portant la part des énergies renouvelables à 39% et en réduisant les émissions du secteur forestier de 25%. Elle a également annoncé que le Myanmar avait l'intention de contribuer à la relance verte en élargissant les puits de carbone, en protégeant 590 000 hectares de forêt réservée et en assurant la gestion de 250 000 hectares supplémentaires de plantations.

Soulignant que l'intention de l'Irlande de parvenir à une économie climatiquement neutre d'ici 2050 est inscrite dans la législation nationale, Micheál Martin, Premier ministre irlandais, a indiqué que le projet de loi sur l'action climatique de son pays introduit des exigences légales pour un budget carbone à l'échelle de l'économie et établit un plafond d'émissions pour chaque secteur. Il a précisé que l'Irlande accordait la priorité au soutien de l'adaptation dans les PMA et les PEID, affirmant que «nous devons d'abord toucher les plus éloignés».

Mettant en exergue le plan national d'adaptation au changement climatique de l'Équateur, le Président de l'Équateur, Lenin Moreno Garcés, a déclaré qu'il promouvait l'échange d'informations et l'intégration de l'adaptation dans la planification et l'action à tous les niveaux du gouvernement.

Christiana Figueres, ancienne Secrétaire exécutive de la CCNUCC, a qualifié les dix prochaines années de «décennie la plus décisive de l'histoire de l'humanité». Elle a souligné l'importance des engagements des entreprises et des gouvernements, et a exhorté toutes les parties prenantes à faire preuve «d'ingéniosité, de courage et de détermination» face au défi du changement climatique.

Faisant état de la sécheresse, des incendies de forêt et les inondations induites par le changement climatique auxquels son pays est confronté, le Président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré que l'Ukraine s'efforçait de redéfinir sa CDN afin d'y inclure un objectif de réduction des émissions de GES entre 36 et 42% par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2030. Il a également déclaré que l'Ukraine s'est engagée à aligner sa politique climatique sur le Green Deal européen pour assurer la complémentarité des efforts.

Le Président du Kazakhstan Kassym-Jomart Tokayev a décrit son pays enclavé comme étant particulièrement vulnérable au changement climatique et toujours dépendant des combustibles fossiles. Il a déclaré que le Kazakhstan viserait à devenir neutre en carbone d'ici 2060 et qu'il a l'intention d'élaborer une stratégie de développement à long terme à faibles émissions et de planter deux milliards d'arbres au cours des cinq prochaines années.

Le Président du Panama, Laurentino Cortizo Cohen, a expliqué comment son pays travaillait à la promotion de la neutralité carbone d'ici 2050 en couplant les stratégies nationales de relance et l'action climatique, et en encourageant les citoyens à réduire leur empreinte carbone individuelle. Il a appelé à la création d'une

«Alliance des Amériques pour la transparence climatique» afin de se mobiliser sur l'action climatique, la transparence et le partage des données climatiques.

Le Président de Cuba, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, a expliqué que Cuba impliquait tous les secteurs économiques et la société dans les mesures d'atténuation et d'adaptation. Il a parlé de la CDN mise à jour de son pays, mettant en relief 13 objectifs d'adaptation et cinq objectifs d'atténuation, dont un objectif de 24% d'électricité renouvelable d'ici 2030 et un objectif de réduction des combustibles fossiles utilisés dans les véhicules routiers de 50% et d'augmenter les zones forestières de 33% d'ici 2030.

Luis Lacalle Pou, Président de l'Uruguay, a parlé de la façon dont son pays cherchait à réduire l'intensité de ses émissions de GES de 50% d'ici 2025 par rapport aux niveaux de 1990 et à s'orienter vers la neutralité carbone d'ici 2050. Il a déclaré que cela se ferait dans un esprit de ne laisser personne de côté et garantir l'équité sociale. Il a également souligné que l'Uruguay a l'intention de soumettre deux plans nationaux d'adaptation, sur l'adaptation côtière, les villes et les infrastructures, à la CCNUCC en 2021.

Pravind Kumar Jugnauth, Premier ministre de Maurice, a annoncé que son pays entend atteindre le statut d'une économie à faibles émissions, être neutre en carbone d'ici 2070 et affecter 50 millions de dollars à divers projets d'adaptation et d'atténuation, entre mi-2020 et mi-2021. Il a également partagé des plans pour réhabiliter les plages érodées d'ici 2024 et pour produire 40% de l'électricité à partir de sources renouvelables.

Renato Franklin, PDG de Movida Rent-a-Car, a parlé de la vision de son entreprise d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 en mettant en œuvre une stratégie en trois volets sur le changement climatique basée sur: l'atténuation par les carburants renouvelables et les voitures électriques; la compensation par la plantation d'un million d'arbres; et l'adaptation d'ici 2030.

Luis Gallego, PDG de l'International Airlines Group, a parlé de la manière dont son groupe de compagnies aériennes a été le premier à s'engager à zéro émission nette de carbone d'ici 2050, en prenant cet engagement avec la participation de 13 compagnies aériennes de la Oneworld Alliance, qui représente 20% de l'aviation mondiale. Gallego a précisé que ce groupe a engagé 400 millions de dollars dans des carburants d'aviation durables pour les 20 prochaines années.

Mentionnant la contribution relativement mineure de son pays aux émissions mondiales de GES, le Président du Monténégro Milo Đukanović a annoncé une CDN mise à jour qui comprend un objectif de réduction des émissions de 35% en dessous des niveaux de 1990, d'ici 2030. Il a indiqué que cet objectif pourrait être porté à 39% au cours des prochaines années.

Le Président du Guatemala, Alejandro Eduardo Giammattei Falla, a parlé des objectifs climatiques actualisés de son pays, notamment la couverture financière des risques climatiques, la réduction des émissions et l'adaptation de l'agriculture aux impacts climatiques. Il a souligné la nécessité de transformer les économies à tous les niveaux.

Xavier Bettel, Premier ministre luxembourgeois, a présenté une nouvelle législation nationale s'engageant à réduire les émissions de GES de 55% par rapport aux niveaux de 1990, d'ici 2030. Il a annoncé que le Luxembourg contribuerait 200 millions d'euros supplémentaires, sur cinq ans, au financement climatique.

Soulignant la nécessité d'intégrer l'adaptation aux effets du changement climatique dans tous les secteurs gouvernementaux, le Président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, a mis en exergue les projets nationaux soutenus par le financement climatique, y

compris une usine de biogaz. Il a appelé les pays développés à contribuer davantage au financement climatique.

Mettant en exergue l'importance de la planification de l'adaptation, Aleksandar Vučić, Président de la Serbie, a annoncé un engagement à réduire les émissions de GES de 33,3% par rapport à 1990 dans la CDN révisée de la Serbie. Il a promis que, d'ici 2050, la Serbie sera une «société à faible émission de carbone avec une économie compétitive».

Xavier Espot Zamora, Premier ministre d'Andorre, a souligné que son pays a soumis une deuxième CDN et a parlé des travaux sur une stratégie de neutralité carbone à long terme. Il a également annoncé que son gouvernement proposera un prix du carbone de 30 euros par tonne, au parlement andorran.

Joshua Amponsem, fondateur de la Green Africa Youth Organization, a appelé les dirigeants à atteindre des objectifs ambitieux et a souligné la nécessité d'un financement de l'adaptation pour atteindre les niveaux locaux et renforcer la résilience.

Soulignant l'importance de la circularité dans l'industrie de la mode, Omer Ahmed, PDG d'Artistic Milliners, a annoncé que son entreprise a l'intention d'intégrer des matériaux et des produits chimiques réutilisés dans chacun de ses produits

António Costa, Premier ministre du Portugal, a annoncé de nouveaux engagements dans le cadre de la CDN révisée du Portugal, notamment: mettre fin à la production d'électricité au charbon en 2021; affecter 85% des fonds de son programme national d'investissement à des infrastructures durables et à l'action climatique; lancer les travaux sur une feuille de route nationale pour l'adaptation; et contribuer à hauteur de 20 millions d'euros supplémentaires au financement climatique au cours de la prochaine décennie.

Le Président de l'Afghanistan, Mohammad Ashraf Ghani, a mis en exergue le potentiel de l'Afghanistan à produire 300 000 mégawatts d'énergie propre par an et a fait état de plusieurs centrales hydroélectriques actuellement en construction.

SAS le Prince Albert II de Monaco a annoncé que son pays avait l'intention de réduire ses émissions de GES de 55% par rapport aux niveaux de 1990, d'ici 2030. Il a annoncé, en outre, une augmentation de l'allocation du financement climatique de Monaco de manière «régulière» dans les années à venir.

Khaltmaagiin Battulga, Président de la Mongolie, a annoncé que son pays avait l'intention d'augmenter encore son engagement dans sa CDN mise à jour, soumise en octobre 2020, d'une réduction des émissions de GES de 22,7% à 27,2% par rapport au scénario de statu quo, d'ici 2030.

Le Président arménien, Armen Sargsyan, a annoncé que l'Arménie a l'intention de porter, d'ici 2030, la part de l'énergie solaire à 15% et la part de la production d'électricité globale à zéro émission à «55% dans sa production totale d'énergie». Il a proposé qu'une approche «d'échange dette-climat» puisse permettre aux pays de mobiliser des financements supplémentaires pour l'action climatique.

S'exprimant au nom des organisations des Nations Unies, Petteri Taalas, Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, a alerté sur le fait qu'il y a 24% de risque que le réchauffement climatique atteigne 1,5°C au-dessus de l'ère préindustrielle au cours des cinq prochaines années. Citant les conclusions du rapport sur les écarts d'émissions de 2020 du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Inger Andersen, Directrice exécutive du PNUE, a souligné que l'investissement dans la relance verte après la pandémie a le potentiel de réduire de 25% les émissions de GES prévues à l'horizon 2030. Elle a également annoncé que le système des Nations Unies était en bonne voie d'atteindre son objectif de

neutralité carbone d'ici fin 2020. Achim Steiner, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a souligné le lancement de l'engagement climatique du PNUD, soulignant qu'il aidera les gouvernements à «insérer l'ADN de l'économie verte et de la reprise dans tous les processus de relance.»

Laurent Fabius, ancien Président de la COP 21, a fait observer que le monde a changé depuis 2015, soulignant la participation accrue et les appels de la société civile et des jeunes comme des signes de «vents évoluant vers une direction plus favorable pour l'action climatique». Fabius a appelé à davantage de financement privé et public, en particulier pour l'Afrique, et a rappelé que, contrairement à la COVID-19, «il n'y a pas de vaccin pour la planète» et que, par conséquent, des actions amplifiées sont nécessaires.

Carolina Schmidt, présidente de la COP 25 et ministre de l'Environnement du Chili, a souligné que toutes les parties prenantes devront travailler ensemble pour faire de la COP 26 un succès et ne pas permettre à la pandémie de décourager l'action. La COP 26, a-t-elle dit, doit être une «COP d'ambition» avec toutes les parties qui augmentent l'ambition des efforts d'atténuation, d'adaptation et de financement. Elle a souligné que l'Alliance pour l'ambition climatique dirigée par le Chili est le premier effort de ce type qui unit les pays et des milliers d'autres partenaires, en reconnaissant qu'un monde neutre en carbone est essentiel pour un monde durable.

Nisreen Elsaïm, présidente du Groupe consultatif des jeunes sur le changement climatique du Secrétaire général des Nations Unies, a expliqué que l'objectif ultime du groupe est de sauver la planète et l'humanité pour les générations futures. Faisant observer que la situation actuelle n'est pas le reflet du «monde que nous voulons», Elsaïm a affirmé que «rester en dessous de 1,5°C est notre seul espoir» et que «les jeunes réécriront l'histoire».

Exposant sa vision d'un monde dans deux décennies, la Secrétaire exécutive de la CCNUCC, Patricia Espinosa, a déclaré que les nations auraient dû faire des réductions significatives et être sur une voie claire vers la neutralité carbone, avec l'Accord de Paris pleinement mis en œuvre. Elle a défini le succès de la COP 26 comme étant la réalisation d'un équilibre entre les attentes, les préoccupations et les besoins d'un large éventail de parties prenantes, soulignant que le financement climatique en particulier peut soit «être le principal catalyseur de solutions, soit tuer la dynamique».

Alok Sharma, Président désigné de la COP 26 et Secrétaire chargé des affaires, de l'énergie et de la stratégie industrielle, Royaume-Uni, a résumé les réalisations du Sommet, soulignant que 45 CDN, 24 engagements zéro émissions et 20 plans d'adaptation et de résilience ont été annoncés durant l'événement. Affirmant que des progrès ont été réalisés mais qu'il en fallait davantage, Sharma a appelé à «tisser les fils d'or de l'action climatique dans chaque rassemblement international» en 2021. Il a en outre annoncé que le Royaume-Uni doublerait sa contribution au financement climatique pour la porter à 15,5 milliards de dollars sur les cinq prochaines années.

Le conférencier Badawi a clos l'événement en remerciant les participants d'avoir exposé leurs ambitions et «renouveler la volonté» de mettre les pays et les parties prenantes sur la voie de la COP 26, et a souligné que «nous sommes tous dans le même bateau, protégeant les êtres et notre planète».

### **Brève analyse du Sommet**

Au fur et à mesure des anniversaires, d'aucuns auraient pu espérer de meilleures circonstances. Il y a cinq ans, les gouvernements adoptaient l'Accord de Paris sur le changement climatique, et décembre 2020 était censé en fournir le premier grand test: les



gouvernements soumettraient-ils des contributions déterminées au niveau national améliorées ou nouvelles (CDN), plus strictes dans leurs réductions d'émissions et assorties d'engagements plus généreux en matière de finance ? Comme tant d'autres événements malencontreux en 2020, la pandémie de COVID-19 est venue y mettre un bâton dans les roues. Il ne pouvait y avoir de réunion en présentiel pour célébrer et pour négocier les derniers aspects du recueil des règles de Paris. Reste que, dans le même temps, les préoccupations sanitaires mondiales qui ont marqué l'année sont, elles, venues renforcer le fait évident que la santé de l'humanité et celle de la planète sont étroitement liées.

En attendant, une série de réunions virtuelles a remplacé la Conférence de Glasgow sur le changement climatique, initialement prévue pour décembre 2020. Les dialogues virtuels sur le climat tenus fin novembre début décembre ont permis aux Parties et à la société civile d'échanger des points de vue et de partager de nouvelles données. Pendant ce temps, le Sommet de l'Ambition Climatique a été l'occasion pour les Parties de faire montre des progrès accomplis et pour la future présidence de la COP d'en exiger encore. Les co-organisateurs, l'ONU, le Royaume-Uni et la France, avaient prévenu qu'il n'y aurait «pas de place pour des déclarations générales», et que les annonces devaient «montrer de vrais progrès par rapport aux politiques existantes». Pourtant, avec trois sommets sur le climat tenus au cours des six dernières années, certains sont inquiets de la décroissance des rendements. Cet appel de l'ONU et des présidences de la COP suffirait-il à combler le fossé entre l'ambition et ce qui est nécessaire à faire pour limiter le réchauffement climatique catastrophique selon la science ?

«Nous devons nous poser deux questions», a déclaré le nouveau Président de la COP 26, Alok Sharma, en clôturant l'événement. «En fin de compte, avons-nous fait des progrès ? Et est-ce suffisant ?»

Cette brève analyse du Sommet de l'Ambition Climatique tente de répondre à ces questions.

### ***Ambition, ne serait-ce que de manière symbolique***

Le Sommet de l'Ambition Climatique a-t-il exposé des avancées significatives ? Techniquement, oui. Les organisateurs ont demandé aux dirigeants de faire des annonces concernant les CDN, les stratégies à long terme de zéro-émissions, les engagements en matière de financement climatique et les plans d'adaptation. Motivés, peut-être, autant par la pression des pairs que par les exigences de la science, de nombreux pays ont annoncé d'importantes améliorations de leurs objectifs d'atténuation à moyen terme. La proposition de l'UE de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55%, ainsi que les objectifs respectifs du Royaume-Uni et du Danemark de 68% et 70%, sont parmi les plus ambitieux de l'histoire de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). La promesse de la Chine de réduire l'intensité de carbone de son économie «d'au moins» 65% par rapport aux niveaux de 2005, d'ici à 2030, pousse à un niveau plus élevé l'un des objectifs de sa précédente CDN. Collectivement, le sommet a donné 45 annonces de CDN nouvelles, mises à jour ou révisées. Cependant, bon nombre de ces annonces comprenaient des éléments politiques déjà convenus. Il faudra donc du temps pour démêler les engagements précédents des nouveaux et pour bien évaluer leur contribution.

En outre, l'ambition en matière de développement reste conditionnée à ce que les pays développés tiennent leurs promesses financières. Des pays en développement tels que la Barbade et les Maldives, qui ont annoncé des engagements d'atténuation ambitieux malgré leurs contraintes, ont réitéré les appels de longue date à une augmentation du financement climatique, du transfert de technologie et du renforcement des capacités. En fait, la promesse des pays développés, à Copenhague en 2009, de mobiliser 100 milliards de dollars de financement climatique par an, d'ici 2020, ne sera pas tenue. En conséquence de quoi, il est probable que de nombreux engagements des pays en développement continueront d'être subordonnés à ce que ces flux atteignent leur destination. Ce

sommet a rappelé que, comme l'a souligné la Secrétaire exécutive de la CCNUCC, Patricia Espinosa, les contributions au financement climatique peuvent être le principal catalyseur de l'ambition ou son point de rupture.

Malgré une abondance de participants - 111 orateurs en tout - il y a eu des absences notables. Les organisateurs ont clairement indiqué que seuls ceux qui présentaient une ambition renforcée se verraient offrir un créneau, avec une priorité pour les «engagements transformationnels». L'absence du Brésil, de la Fédération de Russie, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, pour n'en citer que quelques-uns, a envoyé un message: engagez-vous à un changement sérieux ou restez à l'écart sur la scène mondiale. Pourtant, certains commentateurs ont remis en question l'efficacité de cette tactique alors même qu'ils reconnaissent que c'était peut-être la seule astuce qui restait dans la boîte à outils de l'ONU, puisque ces Parties seront toujours présentes et actives à la 26e session reprogrammée de la Conférence des Parties (COP 26), à Glasgow en 2021. «Aucun représentant de l'industrie des combustibles fossiles n'a été invité à prendre la parole non plus», a plaisanté un autre intervenant en ligne, «et ils ne semblent pas si dévastés».

Les États-Unis, qui ont quitté l'Accord de Paris en novembre 2020, étaient également absents seulement pour voir leur nouveau Président élu Joe Biden annoncer que les États-Unis rejoindront l'Accord dès sa prise de fonction en janvier 2021. Bien que officiellement absents, les autorités infranationales américaines et des acteurs étatiques, dont deux gouverneurs d'État américains, y ont participé. Dans le même temps, de nombreux acteurs majeurs attendent peut-être encore de voir comment l'administration Biden agira dans le domaine du climat avant de consolider de nouveaux engagements internationaux. Pour certains observateurs, l'engagement de la Chine au Sommet sur l'ambition climatique, qui ne contenait pas d'objectif de pointe pour les émissions, comme certains avaient anticipé, était le signe qu'elle «couvrirait ses paris» avant la rentrée officielle des États-Unis dans l'accord.

### ***Ce qui est promis et ce qui est nécessaire***

Bien que le sommet ait atteint son objectif de rehausser l'ambition - même si c'est progressivement - il est douteux que cette ambition soit suffisante pour atteindre les principaux objectifs de l'Accord de Paris. L'Organisation météorologique mondiale estime à 24% la probabilité de dépasser le seuil de 1,5°C de réchauffement au cours des cinq prochaines années. Le rapport 2020 du PNUE sur les écarts d'émissions conclut que le monde reste en bonne voie pour dépasser les 3° C de réchauffement d'ici la fin du siècle. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a averti que des réductions d'émissions de 40 à 60% par rapport aux niveaux de 2010 sont nécessaires d'ici 2030 pour se mettre en bonne voie pour limiter le réchauffement au seuil inférieur de 1,5° C de l'Accord. La plupart des pays qui ont pris la parole lors du sommet sont loin d'atteindre ce niveau d'ambition.

Bien qu'importants, ces engagements ne reflètent pas nécessairement l'urgence émise par la science. Lors des Dialogues sur le climat de novembre 2020, les scientifiques du GIEC ont été clairs: une dé-carbonisation immédiate et urgente est nécessaire, et tout retard alourdit le fardeau des générations futures. De nombreuses annonces faites en 2020 et lors du sommet vont dans le sens d'une dé-carbonisation à plus long terme, avec des objectifs zéro liés à l'horizon 2050. Comme l'a souligné le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, les pays du G20 dépensent encore 50% de plus dans leurs plans de relance et de sauvetage de la COVID-19 sur les secteurs liés à la production de combustibles fossiles plutôt que sur celui des énergies basses en carbone. Et parmi les plus grands émetteurs du monde, seul un petit nombre a proposé ou soumis des objectifs de CDN plus forts. Bien que certains aient considéré les engagements du Sommet comme la preuve que le «mécanisme à

cliquet» de l'Accord de Paris fonctionne, il était clair pour d'autres qu'il ne fonctionnait pas assez vite. Avant le sommet, la militante Greta Thunberg a critiqué les dirigeants mondiaux pour avoir fixé des «objectifs hypothétiques lointains», déclarant que «l'écart entre ce que nous devons faire et ce qui doit être fait se creuse de minute en minute».

Une incertitude importante assombrit l'agenda climatique à partir de 2021. Certains ont été encouragés par le fait que la Présidence britannique ait montré sa volonté d'employer son vaste réseau diplomatique en tant que future présidence de la COP 26 pour mobiliser les parties prenantes du monde entier, notamment par le biais de la campagne Race to Zero, ciblant les acteurs des non-Parties, et ce, malgré le report de la COP d'un an et la pandémie qui fait rage. Toutefois, compte tenu du fait que les réunions de mi-année des organes subsidiaires de la CCNUCC ne sont pas encore programmées pour 2021, la voie vers la COP 26 n'est pas encore claire. Bien qu'un certain nombre d'orateurs ait parlé avec optimisme des progrès scientifiques récents dans la lutte contre la COVID-19, l'accès inégal aux vaccins fait craindre que la longue traîne de la pandémie ne lèse davantage les pays en développement, y compris dans les négociations sur le climat. L'incertitude demeure également autour du rôle de la société civile. Certains ont noté que les plateformes virtuelles rendent difficile la mise en œuvre du «multilatéralisme inclusif» que de nombreux membres de la communauté internationale continuent de réclamer. L'accent mis par la prochaine présidence sur l'inclusion des groupes d'entreprises, de scientifiques et de la société civile soulève également la question de savoir comment ces communautés participeront au processus de la CCNUCC, si les possibilités d'interaction en mode présentiel restent limitées dans les mois ou les années à venir.

### Assembler l'ambition climatique

La prochaine Présidence de la COP a affiché une détermination à la clôture du sommet. «Je veux que les fils d'or de l'action climatique se faufilent dans chaque rassemblement international de l'année prochaine», a déclaré Sharma, évoquant les prochaines réunions du G7 et du G20. Mais même si les objectifs et la science sont clairs et immuables, il reste à voir si l'ambition climatique atteindra ces objectifs. Les politiques actuelles ne maintiennent pas le monde en dessous de 1,5°C, voire 2°C, de réchauffement. La plupart des objectifs d'aujourd'hui seront jugés lorsque les dirigeants qui les présentent auront quitté depuis longtemps leurs fonctions. La relance de l'année prochaine après la pandémie mondiale, une scène mondiale changeante et le jonglage entre les priorités économiques et les impératifs environnementaux détermineront la question de savoir si une véritable transformation émergera à la COP 26 à Glasgow. Les fils d'or tisseront-ils à nouveau les liens entre les êtres humains et la planète ? Ou est-ce que le tissu rapiécé des bonnes volontés de l'Accord s'effilochera aux coutures ?

### Réunions à venir

**23e Réunion du Comité permanent des finances:** Cette réunion portera sur la quatrième Évaluation biennale et aperçu des flux de financement climatique et le premier Rapport sur la détermination des besoins des pays en développement Parties, liés à la mise en œuvre de la Convention et de l'Accord de Paris. Elle abordera également les préparatifs du Forum sur le financement des solutions fondées sur la nature, ainsi que le projet de directives au Fonds vert pour le climat et au Fonds pour l'environnement mondial. **dates:** 16-17 décembre 2020 **lieu:** mode virtuel **www:** <https://unfccc.int>

**Sommet sur l'adaptation au climat:** Cette réunion sera accueillie par les Pays-Bas et invitera les dirigeants mondiaux à lancer un programme d'action d'adaptation complet. Elle énoncera également

des engagements clairs à réaliser de nouveaux efforts et partenariats concrets pour rendre notre monde plus résilient aux effets du changement climatique. **dates:** 25-26 janvier 2021 **lieu:** mode virtuel **www:** <https://cas2021.com>

**GIEC-54:** Le GIEC en est actuellement à son sixième cycle d'évaluation. Sa 54e session et la plénière d'approbation de la contribution du Groupe de travail I au Sixième rapport d'évaluation (RE6) sont programmées à titre provisoire. **dates:** 13-18 avril 2021 (TBC) **lieu:** À confirmer **www:** <https://ipcc.ch/calendar/>

**Partenariat pour la croissance verte et le Sommet des objectifs mondiaux 2030 (P4G):** Ce sommet sera organisé par la République de Corée et le P4G et rassemblera des hauts fonctionnaires, des PDG et des dirigeants de la société civile pour débattre de la manière dont les solutions extensibles et reproductibles basées sur le marché peuvent faire avancer une ambition accrue dans les domaines de l'action climatique et du développement durable. **dates:** 2021 (à confirmer) **lieu:** À confirmer **www:** <https://p4gpartnerships.org/content/p4g-seoul-summit>

**60e Réunion du Conseil du FEM:** Le Conseil est le principal organe directeur du FEM et se réunit deux fois par an pour élaborer, adopter et évaluer les politiques et programmes opérationnels pour les activités financées par le FEM. **dates:** 15-17 juin 2021 **lieu:** à confirmer **www:** <https://thegef.org/council-meetings/gef-60th-council-meeting>

**52e sessions des organes subsidiaires de la CCNUCC:** Les 52e sessions des organes subsidiaires de la CCNUCC se réuniront en juin 2020. **dates:** À confirmer **lieu:** Bonn, Allemagne **www:** <https://unfccc.int/event/first-sessional-period-sb-52>

**Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) 2021:** Le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) convoquera la session 2021 du HLPF sous le thème «Relance durable et résiliente après la pandémie COVID-19, qui promeut le développement économique et social et les dimensions environnementales du développement durable». Après les cinq premiers jours, le segment ministériel de trois jours du HLPF aura lieu conjointement avec le segment de haut niveau de l'ECOSOC. **dates:** 6-15 juillet 2021 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf/2021>

**Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26 de la CCNUCC) 2021:** La 26e session de la Conférence des Parties (COP 26), la 16e réunion de la Conférence des Parties agissant comme Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP 16), et la troisième Réunion de la Conférence des Parties agissant comme Réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA 3) se réuniront un an après les dates initialement prévues. **dates:** 1-12 novembre 2021 **lieu:** Glasgow, Royaume-uni **www:** <https://unfccc.int>

Pour d'autres réunions, consulter <https://sdg.iisd.org/>

### Glossaire

COP	Conférence des Parties
GES	Gaz à effet de serre
FVC	Fonds vert pour le climat
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
PMA	Pays les moins avancés
CDN	Contribution déterminée au niveau national
PEID	Petits États insulaires en développement
PNUÉ	Programme des Nations Unies pour l'environnement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques